

Compte rendu des discussions

Sortir de la passivité

La Société suisse de sociologie (SSS) a organisé à Genève, du 19 au 22 septembre 2001, un congrès sur le thème: «Théories et interventions». L'aboutissement de «Socio.01» a donné lieu à un colloque avec le secrétaire d'Etat Charles Kleiber et des représentants des sciences sociales. La discussion a porté sur la situation actuelle des sciences sociales, les mesures d'encouragement et les stratégies futures.

Edo Poglia, professeur à l'Université de la Suisse italienne et directeur du Centre d'études de la science et de la technologie (CEST), a présenté au cours du débat une vue d'ensemble sur la situation des sciences sociales durant la dernière décennie, montrant qu'en dépit de certaines mesures prises rien d'important n'avait encore vraiment changé jusqu'à présent. En comparaison internationale, relativement peu de recherches sont effectuées en Suisse dans le domaine des sciences sociales. Les raisons, selon M. Poglia, tiennent à un manque de coopération, à une absence de capacités de management, à un financement insuffisant, à un problème de relève scientifique ainsi qu'à une explosion du nombre des étudiants depuis 1995.

Mesures pour améliorer les structures

Hanspeter Kriesi, professeur à l'Université de Genève et président du groupe d'experts du PP Demain la Suisse, a expliqué pour sa part que d'autres mesures en vue d'améliorer la situation des sciences sociales avaient déjà été prises, et que d'autres dispositions encore étaient prévues. L'infrastructure a été renforcée au moyen de collectes de données, telles que le Panel suisse de ménages, l'European Social Survey ou les Eurobaromètres. Diverses universités disposent déjà de centres de compétences. En ce qui concerne la relève scientifique, M. Kriesi ajoute que des écoles doctorales ont été créées et que le PP Demain la Suisse organise un brain storming avec son réseau d'experts internationaux, dans le but d'identifier les thèmes de recherche en sciences sociales qui seront les plus importants à l'avenir. N'oublions pas non



Sur le podium, de gauche à droite:
Charles Kleiber, Hanspeter Kriesi, Gérald Berthoud, Thomas Eberle.

Ursula Ganz-Bättler

Editorial



Chère lectrice, cher lecteur,

Dans l'optique du prochain Message du Conseil fédéral sur l'encouragement de la formation, de la recherche et de la technologie pendant les années 2004 à 2007, un groupe de travail conduit par Gerhard Schuwey, directeur de l'Office fédéral de l'éducation et de la science (OFES), prépare des propositions pour améliorer la situation des sciences sociales en Suisse à court et à moyen terme. Le PP Demain la Suisse suit ces discussions avec beaucoup d'intérêt, lui qui se préoccupe depuis le départ de l'encouragement des sciences sociales.

Cette dynamique constitue une raison suffisante pour rendre compte, dans ce nouveau numéro de notre Newsletter, de ce qu'il se passe dans le domaine de la politique scientifique. Les sujets et les objectifs sur lesquels portent les débats en cours font en effet partie des éléments qui déterminent, depuis le tout début du programme il y a bientôt dix ans, les actions entreprises dans le cadre du PP Demain la Suisse. La discussion podium organisée en marge du congrès de la Société suisse de sociologie fin septembre à Genève, qui a rassemblé un groupe d'intervenants reconnus autour du secrétaire d'Etat Charles Kleiber, fournit en outre une occasion concrète d'aborder ces questions. C'était la première fois, depuis la décision contestée sur l'attribution des pôles nationaux de recherche, que Charles Kleiber dialoguait publiquement avec des chercheurs issus des sciences sociales. Et lors de cette discussion, le secrétaire d'Etat s'est dit prêt à investir, dans le cadre du prochain Message, des moyens très substantiels, de l'ordre de 100 millions de francs, dans la poursuite du développement des sciences sociales.

Peter Farago

Peter Farago
Coordinateur du PP Demain la Suisse

plus la promotion de la collaboration, qui a été particulièrement prise en considération dans le PP Demain la Suisse par le regroupement de projets en réseaux de recherche.

Sans collaboration, pas d'amélioration

Le secrétaire d'Etat Charles Kleiber a rappelé que jamais encore les connaissances ne se sont multipliées aussi rapidement qu'aujourd'hui. Il est devenu impossible de faire seul de la recherche. La communication, l'interaction et la confrontation entre chercheurs sont désormais des facteurs indispensables, tant au niveau local que global. M. Kleiber a mis en garde contre la tentation de chercher à utiliser pour soi d'autres critères, en présentant sa propre discipline comme étant particulièrement petite et complexe. La tâche essentielle des chercheurs consiste à donner à la science sa légitimation. «Cela doit s'appliquer à toutes les disciplines afin que les règles deviennent communes à tous», a relevé le secrétaire d'Etat.



Ursula Ganz-Bättler

Trois autres participants (de g. à d.):
Daniel Mercure, René Levy, Edo Poglia.

Des visions plutôt que des mesures à court terme

Thomas Eberle, président de la SSS et membre du Conseil de politique des sciences sociales (CPS), appuie le point de vue de M. Poglia, qui note une disproportion entre le nombre de professeurs et celui des étudiants. Il est difficile de promouvoir de bonnes idées lorsqu'il n'existe pas de chaires pour cela. Il fait observer qu'un jeune chercheur en Suisse consacre trop de temps à l'enseignement et pas assez à la recherche, contrairement à ce qui se fait aux Etats-Unis. C'est pourquoi le CPS a élaboré pour le groupe de travail Schuwey (lire à ce propos l'éditorial) des propositions concernant les perspectives de développement des sciences sociales, qui présentent les idées de solutions à ces problèmes. Il est crucial de ne pas se fonder sur des solutions à court terme.

Laboratoires pour les uns, banques de données pour les autres

René Levy, doyen de la Faculté des sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne et membre du groupe Schuwey, a également reconnu que la situation des sciences sociales en général et de la relève universitaire en particulier n'était pas brillante. Il est opposé à la comparaison systématique des sciences sociales avec les sciences naturelles. Des possibilités d'investissement s'offrent également dans les sciences sociales, par exemple dans la collecte de données. Selon le point de vue défendu par M. Levy, la situation de la relève scientifique peut être améliorée, d'une part, avec l'institutionnalisation des écoles doctorales et, d'autre part, avec la mise à disposition de plates-formes Internet pour la recherche d'emploi des jeunes scientifiques.

Situation des sciences sociales au FNS

Gérald Berthoud, professeur à la Faculté des sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne, s'est exprimé au nom du Fonds national (FNS), où il est conseiller pour la recherche à la Division I. Celle-ci reçoit chaque année une centaine de requêtes de projets. Si sur certaines d'entre elles figure le nom du professeur en tant que requérant, la qualité des demandes relève d'un tout autre langage. Il arrive fréquemment que, pour des raisons de temps, la recherche soit laissée à de jeunes chercheurs inexpérimentés. «En ce qui concerne également les requêtes de professeurs boursiers, les sciences sociales sont moins actives que les sciences humaines», a relevé M. Berthoud. Pourtant, le FNS a fixé les mêmes critères pour ces deux domaines, ce qui ne veut pas dire qu'on ne laisse pas à chacun d'entre eux sa spécificité.

«La seule langue comprise en politique»

Dans sa conclusion, Charles Kleiber a présenté les grands défis de demain: le paysage universitaire est en plein processus de réforme. D'institutions isolées, les universités sont devenues des partenaires de réseaux au cours des quarante dernières années. Cette évolution a conduit à de nouveaux défis. Selon M. Kleiber, un système doit être dirigé en faisant partager la responsabilité à différents acteurs. Malheureusement, la collaboration entre Confédération et cantons se fait encore avec beaucoup de difficultés. M. Kleiber a comparé la Confédération et les cantons à des machines de guerre qui agissent de préférence les unes contre les autres plutôt que conjointement, de sorte qu'elles ne parviennent pas à réaliser des projets communs. Il a en outre rappelé que les coûts toujours plus élevés de la recherche ne pouvaient plus être supportés uniquement par les cantons. Il faudrait que la Confédération et les cantons parviennent à trouver ensemble un accord sur les principes de l'autonomie des universités et de leur financement.

M. Kleiber a également adressé un message clair aux universités, leur disant qu'il ne servait à rien de tendre la main pour quémander. Il est bien plus utile d'investir son énergie dans les réformes nécessaires, afin de pouvoir dire plus tard: accordez-nous les ressources dont nous avons besoin, car nous savons en faire un usage efficace! C'est la seule langue qui est comprise en politique. Sans elle, il n'y a pas d'argent, et sans argent, pas de recherche.

Pour finir, M. Kleiber s'est montré compréhensif face à l'exigence énoncée par M. Poglia de prévoir, dans le prochain «Message relatif à l'encouragement de la formation, de la recherche et de la technologie pendant les années 2004 à 2007», 100 millions de francs pour des mesures visant à développer les sciences sociales afin de concrétiser les idées émanant du CPS.

News

«Encouragement de la recherche en sciences sociales dans les hautes écoles suisses»: Au terme de l'étude réalisée sur mandat du groupe d'experts du PP Demain la Suisse, Martin Lengwiler arrive à la conclusion que toutes les hautes écoles ont augmenté leurs investissements dans les sciences sociales au cours de ces dernières années. Un nombre croissant d'universités sont aujourd'hui en mesure d'offrir le noyau institutionnel et les partenariats pour un pôle de recherche national (PRN) en sciences sociales. M. Lengwiler perçoit une lacune dans la coordination et la planification stratégique: des particularismes universitaires dominent les coopérations dans les régions linguistiques et au niveau national. A l'avenir, les requêtes de PRN devraient prévoir le meilleur lien possible avec les priorités des universités en matière de recherche. En outre, il faudra que la coordination des projets de PRN soit mieux renforcée, le cas échéant par des organismes subordonnés tels que la CUS, l'ASSN ou la Conférence des recteurs.

Projets en réseau

La famille sous la loupe

Le PP Demain la Suisse n'est pas seulement une initiative importante pour encourager la recherche orientée, mais se comprend aussi comme une mesure structurelle pour renforcer les sciences sociales en Suisse. Un exemple de collaboration particulièrement intéressant est le réseau de projets «Family life in Switzerland», associant quatre instituts de quatre régions de Suisse romande et alémanique pour étudier sous l'angle psychologique et sociologique une construction définie comme l'unité de base de la société, à savoir la famille.

«L'accord entre les membres du projet est une condition sine qua non du succès d'une recherche réalisée en collaboration», souligne Meinrad Perrez, professeur de psychologie clinique à l'Université de Fribourg et directeur du réseau de projets. «Cela a remarquablement réussi dans notre groupe», estime-t-il. Le réseau, qui existe depuis 1997, est entré dans la deuxième phase du travail et comprend, selon les étapes, de dix à vingt personnes: des enseignants universitaires, mais aussi leurs collaborateurs, des doctorants et des étudiants préparant une licence. La plupart des personnes ayant pris part à la phase initiale du projet participent à nouveau à sa deuxième phase, dans un autre contexte.

De la statistique au terrain, puis au laboratoire

La mise en réseau des trois projets partiels s'effectue à trois niveaux. Le projet zurichois aborde le thème d'un point de vue macrosociologique. Il se sert de données statistiques de différents pays pour étudier l'évolution à long terme de changements de la situation et du milieu familiaux ainsi que la genèse de ces changements dans leur contexte global en termes de structures sociales. Sur le même plan, le projet de l'Université de Lausanne considère l'organisation microsociologique de familles et de couples dans une étude transversale basée sur plus de 1500 interviews téléphoniques.

Le projet fribourgeois se situe à un second niveau. Il recourt à des méthodes psychologiques pour aborder quelques hypothèses formulées dans le projet lausannois. Les données proviennent d'une étude de terrain au cours de laquelle plus de 350 personnes appartenant à une centaine de familles se sont observées pendant une semaine. L'intérêt porte sur des facteurs aussi bien inhérents qu'extérieurs aux personnes, qui agissent sur la régulation de l'émotion à l'intérieur des familles. Au cours de la troisième et dernière étape, les processus observés dans le projet de Fribourg seront vérifiés dans le cadre du projet genevois par une simulation sur ordinateur réalisée dans des conditions expérimentales contrôlées.

La collaboration débouche sur de nouveaux défis

Les membres des projets partiels se rencontrent à intervalles réguliers – deux à trois fois par semestre – pour des échanges sur les résultats et les problèmes des domaines partiels étudiés en commun et pour un bilan. Rétrospectivement, tous les membres du projet considèrent cette collaboration comme un processus d'apprentissage enrichissant. «Les projets interdisciplinaires doivent être conçus comme tels jusque dans les moindres détails, et non pas être de simples déclarations d'intention», constate Meinrad Perrez sur la base de ces expériences. Et René Levy, professeur de sociologie générale à l'Université de Lausanne, d'ajouter: «Il ne faut pas oublier que chaque discipline a ses pro-

pres concepts et approches. Or dans des projets fortement orientés vers la théorie, il est assez difficile de jeter des ponts entre les différentes techniques.» La prochaine fois, il faudrait investir davantage d'argent et de temps dans la phase de planification et considérer la période de préparation comme partie intégrante de l'ensemble du projet, estime Meinrad Perrez.

Un autre défi de cette collaboration consiste à coordonner et à intégrer les données des différents projets – une tâche exigeante, qui prend beaucoup de temps, et à laquelle on a accordé trop peu d'attention dans la phase de planification du projet. Meinrad Perrez et René Levy sont unanimes: «Pour pouvoir exploiter le mieux possible ces données très complexes, il faudra, lors d'un prochain projet de caractère similaire, qu'une personne connaissant tous les projets partiels soit professionnellement chargée de veiller à la compatibilité technique et statistique des données.»



Agence photographique Ex-Press

La régulation des émotions au sein de la famille est l'un des sujets qui intéressent les psychologues et les sociologues.

Ateliers internationaux en faveur de la relève

Dans l'ensemble, le bilan intermédiaire de ce projet interdisciplinaire se présente toutefois sous un jour positif, notamment en ce qui concerne l'encouragement de la relève. A côté des thèses de doctorat réalisées dans le cadre de ce projet, un programme postgrade de trois ans destiné aux doctorants, organisé à l'initiative des universités de Berne, Fribourg, Genève et Neuchâtel, vient de s'achever. Ce programme, cofinancé par le PP Demain la Suisse, a offert aux jeunes scientifiques la possibilité de participer à des débats sur le thème «Emotion and stress au lieu de travail et dans la famille», dans le cadre d'ateliers supervisés par des personnes hautement qualifiées, venant du monde entier. Les participants ont pu échanger et profiter de leurs expériences mutuelles par-dessus les barrières entre universités et les frontières linguistiques.

«Cette expérience pilote ne doit pas rester épisodique, mais devrait être institutionnalisée en vue de futurs cycles d'études menant au doctorat, insiste Meinrad Perrez, car les étudiants tirent un tout autre profit en travaillant dans un tel contexte plutôt que seuls.» A part l'acquisition de nouvelles connaissances spécialisées et méthodologiques, les étudiants ont également eu la possibilité de mener un débat dans la durée et de s'exercer à l'usage de l'anglais. Mais ici aussi, Meinrad Perrez

voit un potentiel d'optimisation: «A l'avenir, il faudra qu'encre davantage d'impulsions viennent des étudiants, et renforcer l'interaction entre les enseignants et les étudiants.»

Rendre la collaboration visible

Des publications relatives aux projets partiels, la participation à des congrès et les thèses de doctorat sont des témoignages visibles de la réussite de la collaboration. Une publication commune est également prévue, qui portera sur les familles en Suisse et dans le contexte international, sur de nouvelles façons d'aborder la recherche dans ce domaine ainsi que sur des microprocessus intervenant dans la régulation sociale de l'émotion au sein des familles. René Levy est convaincu que la collaboration interdisciplinaire va au-delà de la prise de connaissance réciproque et aura des effets à long terme: «Nous avons développé une compréhension pour d'autres approches et été sensibilisés aux problèmes d'autres disciplines.»

Projet (I)

«Gouvernance métropolitaine et légitimité: les nouveaux territoires de la démocratie dans les agglomérations urbaines»

Par rapport à d'autres pays européens, les agglomérations urbaines en Suisse sont très fragmentées sur le plan institutionnel. Compte tenu de cette situation, le projet dirigé par le D^r Daniel Kübler se penche sur la coopération régionale dans des zones urbaines. Cette étude s'intéresse tout particulièrement aux tensions entre politique/démocratie d'une part et administration/technocratie d'autre part, ainsi qu'au rôle que jouent ou peuvent encore jouer des autorités politiques traditionnelles dans ce contexte.

En Suisse, les villes ont pris de plus en plus la forme de «métropoles»: elles s'étendent sur plusieurs communes et cantons, et vont parfois même au-delà des frontières nationales. Le fédéralisme suisse a développé de nombreux mécanismes de coordination qui permettent de concrétiser les décisions politiques dans ces régions urbaines. Dans le langage spécialisé, de telles structures se nomment «gouvernance métropolitaine».

Nouvelles questions sur d'anciens processus

Dans ces forums de coordination, la préférence est généralement donnée à des solutions pragmatiques qui ne se limitent pas impérativement aux frontières communales. Toutefois, celles-ci ne manquent pas de poser des problèmes, car pour les institutions étatiques, le territoire représente un élément important. Les droits et obligations des citoyens ainsi que le déroulement des processus démocratiques sont en effet liés aux institutions définies territorialement. C'est pourquoi plusieurs questions se posent: qui assume la responsabilité politique? qui contrôle les processus de décision? quelle influence les citoyens et leurs représentants politiques exercent-ils?

Déficit démocratique ou ouverture politique?

Deux thèses fondamentalement différentes s'opposent à propos de ces questions. Une première thèse dite «optimiste» affirme que de tels mécanismes de coordination apportent un mode de travail plus flexible et plus ouvert, grâce auquel davantage d'acteurs peuvent participer à la politique. En revanche, selon la seconde thèse dite «pessimiste», il est à craindre qu'en raison de ces mécanismes de coordination le contrôle échappe toujours plus aux citoyens et aux élus politiques, alors que les technocrates et les experts gagnent en influence. Les mécanismes de coordination sont examinés dans le cadre du PP Demain la Suisse, dans une étude qualitative et quantitative portant sur les deux thèses précitées. Le choix s'est porté sur les aires métropolitaines de Zurich, Genève-Lausanne, Berne et Lugano-Bellinzone-Chiasso ainsi que sur les quatre secteurs politiques que sont les transports publics, l'approvisionnement en eau, la politique culturelle et la politique de la drogue.

Approche quantitative et qualitative

L'enquête quantitative a été réalisée par téléphone auprès de quatre groupes de 500 personnes de quatre agglomérations différentes. A cette occasion, il s'est avéré qu'il existait un certain sentiment d'appartenance à l'agglomération. Il est également apparu que les institutions communales, en tant qu'éléments identitaires, sont moins importantes que l'on pourrait attendre. Les citoyens s'identifient presque

Publications

En septembre ont paru quatre rapports qui traitent des conditions et des instruments appropriés pour l'encouragement des sciences sociales.

- Conseil de politique des sciences sociales (CPS): Perspectives d'avenir des sciences sociales. Une prise de position des chercheurs suisses en sciences sociales à l'intention du Groupe Schuwey, Berne, 2001.
- CPS: 3 postulats pour la prochaine mise au concours des pôles de recherche nationaux à l'intention des organes de politique scientifique, Berne, 2001.
- CPS: Différence structurelle et allocation des ressources. Comparaison entre les sciences sociales et les sciences naturelles, Berne, 2001.
- Martin Lengwiler: L'encouragement de la recherche en sciences sociales dans les hautes écoles suisses, Zurich, 2001.

Tous ces rapports peuvent être téléchargés – en allemand uniquement – sous la forme de documents PDF à la rubrique «Actuel» du site www.ppde-mainlasuisse.ch.

Autres publications:

- Andrea Bertschi-Kaufmann: *Lesen und schreiben in einer Medientumgebung. Die literalen Aktivitäten von Primarschulkindern*. Verlag Sauerländer, Aarau/Frankfurt, 2000. (ISBN 3-7941-4768-5)
- Pasqualina Perrig-Chiello, François Höpflinger: *Zwischen den Generationen. Frauen und Männer im mittleren Lebensalter*. Reihe «Gesellschaft Schweiz», Seismo Verlag, Zürich, 2001. (ISBN 3-908239-82-6)
- Académie suisse des sciences humaines et sociales (éd.): *Quelle qualité dans les sciences sociales? Approches, expériences et perspectives*. Colloque des 16 et 17 mai sur le Gurten, Berne, 2001. (ISBN 3-907835-32-8)



autant à leur agglomération qu'à leur commune ou à leur canton. La relation des citoyens avec l'Etat, sous son ancienne et sa nouvelle forme, est un aspect également intéressant. La naissance des mécanismes de «gouvernance métropolitaine» n'entraîne apparemment pas une diminution de légitimation des institutions traditionnelles. La confiance des citoyens dans la politique et les institutions ne semble pas dépendre sensiblement des services effectivement rendus par les mécanismes de coordination.

Dans la partie qualitative, les mécanismes de coordination sont analysés quant à leur mode de fonctionnement pratique. Les interviews réalisées devraient permettre de déterminer qui exerce quelle influence et s'il existe des déficits démocratiques. Ces interviews sont en voie de réalisation. Toutefois, il apparaît déjà que l'influence se manifeste en très grande partie dans l'attribution des ressources financières, ce qui implique l'inclusion du parlement et en partie des électeurs lors d'autorisations de crédits. On constate également que les élus sont largement représentés dans les mécanismes de gouvernance métropolitaine, tandis que les acteurs privés ne constituent généralement qu'un faible pourcentage. Des réponses sont également attendues sur la question de savoir dans quelle mesure de telles institutions contribuent à l'émergence d'une conscience régionale et entraînent les autorités municipales à mener une politique au-delà de leurs frontières communales.

Le débat politique a commencé

Le thème relatif aux agglomérations a gagné en importance après la révision de la constitution fédérale en 1998. Sur la base de l'article sur les villes nouvellement introduit (art. 50 cst.), la Confédération traitera avec plus de vigueur à l'avenir la situation particulière des villes et des agglomérations. Actuellement, diverses études sont en cours sur les mesures possibles de la Confédération. Une contribution sera également fournie par l'étude réalisée dans le cadre du PP Demain la Suisse par l'Institut de recherche sur l'environnement construit (IREC) de l'EPFL. Daniel Kübler est persuadé que l'attitude des citoyens et leur relation avec l'agglomération dépend essentiellement du débat public mené dans les différentes agglomérations. Mais avant tout, il faut être au clair sur le genre d'agglomération que l'on souhaite, relève le chercheur.

D^r Daniel Kübler, chef de projet

Daniel Kübler a obtenu en 1998 un doctorat en sciences politiques à l'Université de Lausanne; depuis 1993, il est collaborateur scientifique à l'Institut de recherche sur l'environnement construit (IREC) de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) et, depuis l'année 2000 également, à l'Institut de sciences politiques de l'Université de Zurich.



Brigitte Schwab, collaboratrice scientifique

Brigitte Schwab a suivi des études de politologie aux Universités de Lausanne et de Turin, couronnées par le Diplôme d'études approfondies (DEA). Elle est actuellement candidate au doctorat et assistante d'enseignement à l'Université de Lausanne ainsi que collaboratrice scientifique à l'IREC.



Projets (II)

«Relations publiques du gouvernement et de l'administration: persuasion, information ou dialogue?»

L'Etat a tendance à soigner de plus en plus ses relations publiques. Malgré tout, il n'existe en Suisse pratiquement aucune étude empirique sur le sujet. Une lacune en passe d'être comblée grâce à un projet placé sous la direction conjointe de deux politologues, Sibylle Hardmeier de l'Université de Zurich et Christine Rothmayr de l'Université de Genève. Le projet s'est intéressé aux relations publiques du gouvernement et de l'administration en Suisse. Il s'inscrit dans le cadre d'un programme de recherche du Centre de compétence «Société de l'information» de l'Université de Zurich (SwissGIS).

Le projet comprend deux axes de recherche. Le premier consiste à recenser, sous forme descriptive, les buts, les instruments et les groupes cibles des relations publiques des collectivités publiques, et à examiner notamment si le style de communication utilisé relève de l'information, de la persuasion ou du dialogue. Le second cherche à vérifier l'hypothèse selon laquelle les variables contextuelles – individuelles et institutionnelles – influenceront les relations publiques. Ces variables sont la formation et l'expérience en relations publiques, les principes d'organisation (niveau administratif et compétence de décision), le niveau de fédéralisme, le domaine politique et l'introduction de la nouvelle gestion publique (qui est davantage tournée vers les administrés).

Une enquête en deux étapes

La première étape de l'enquête consiste à dénombrer toutes les personnes qui s'occupent de relations publiques à la Confédération, dans les cantons et dans neuf chefs-lieux sélectionnés. Au cours d'une deuxième étape, des interviews de spécialistes approfondissent les résultats, encore complétés par des analyses des produits. Le but est de voir si le style de communication, tel qu'il est apprécié subjectivement par les personnes employées dans les relations publiques, est transposé dans les produits. Le projet clôt en ce moment la phase quantitative pour entrer dans sa phase qualitative.

Qui sont les chargés des relations publiques?

Il a d'abord fallu déterminer qui travaille dans les relations publiques pour préparer l'enquête standard nationale. Grâce à une étude préalable de grande envergure, il a été possible d'établir une liste de personnes à qui le questionnaire a été envoyé. Après dépouillement des réponses, les chercheuses ont retenu 963 cas entrant dans l'enquête. Selon les résultats de l'étude, les personnes qui s'occupent de relations publiques se subdivisent en deux grands groupes. On trouve, d'une part, les responsables de l'information, pour qui les relations publiques constituent l'activité principale. Ils ont l'expérience des relations publiques au sein et en dehors de l'administration et connaissent bien les médias pour avoir travaillé comme journalistes avant d'entrer dans l'administration. L'autre groupe est constitué de serveurs de l'Etat de haut rang (chanceliers, secrétaires de départements et chefs d'offices). Ces personnes ont souvent fait carrière dans l'administration. Pour elles, les relations publiques constituent une activité annexe.

(Suite en page 6)

(Suite de la page 5)

Accent sur l'information

Le projet distingue trois styles de communication. Le style informatif sert à énoncer des faits. Le style persuasif est destiné surtout à convaincre, tandis que dans le dialogue, le groupe cible participe activement au débat, travaille de concert à la recherche de la solution et se voit justifier la décision.

L'enquête sur les styles de communication permet de tirer un premier bilan intermédiaire, les buts et les styles de communication des responsables de l'information étant désormais recensés. On constate que le style informatif domine, mais que des formes mixtes apparaissent dans des proportions bien plus élevées que le laissent suggérer les modèles théoriques. On remarque également que le style de communication varie non seulement selon le groupe cible, mais aussi selon la fonction des personnes interrogées et le niveau de fédéralisme. Le style informatif est davantage l'apanage des responsables de l'information que des employés de l'Etat de haut rang, qui combinent plus souvent les styles de communication et qui misent sur le dialogue.

On peut expliquer ce résultat par le fait que l'activité principale des employés de l'Etat consiste à trouver des solutions politiques qui doivent être acceptées par le groupe cible. Dans les cantons et les communes, le style purement informatif est moins marqué que dans la Confédération; en revanche, ces deux collectivités publiques sont davantage orientées vers le dialogue. Selon les chercheuses, la raison de ce phénomène tient surtout à la superposition des tâches. Les responsables de l'information des cantons et des communes sont chargés en effet surtout de l'application politique, et sont donc plus en contact avec le groupe cible que leurs collègues de la Confédération.

Transfert de savoir

Les résultats de ces travaux intéressent tant la communauté des chercheurs que les divers responsables de l'information des secteurs public et privé qui conseillent le projet au sein du groupe de contrôle. Ces personnes ont déjà eu droit à une présentation des premiers résultats intermédiaires. Un résumé à l'intention des personnes interrogées est en cours de préparation. Au programme également, un congrès qui réunira les acteurs de la politique, de l'administration, de l'économie et des organismes non gouvernementaux pour leur faire découvrir les résultats de l'enquête. Il sera organisé en collaboration avec les projets du professeur Otfried Jarren, de l'Institut du journalisme et des sciences des médias de l'Université de Zurich, et de M. Markus Will, de l'Institut des sciences de la communication et des médias de l'Université de Saint-Gall, tous deux spécialistes en relations publiques.

Sibylle Hardmeier, cheffe de projet

Sibylle Hardmeier est professeure assistante à l'Institut de sciences politiques de l'Université de Zurich. Ses thèmes de recherche portent sur l'opinion publique, l'étude des votations et des élections, la participation politique ainsi que les études genre.



Christine Rothmayr, cheffe de projet

Christine Rothmayr est maître-assistante au Département de science politique de l'Université de Genève. La science politique comparée et surtout le rôle de la justice, l'analyse politique comparative et l'évaluation des politiques publiques constituent ses domaines de recherche.



News

Recherche scientifique et technologique en Suisse: En septembre dernier, la nouvelle association «Swiss Association for the Study of Science, Technology and Society (STS-CH)» s'est fait connaître pour la première fois au public. L'occasion s'est présentée dans le cadre de l'école d'été «Knowledge in Plural Context» à l'Université de Lausanne, à l'organisation de laquelle la STS-CH a contribué et dont le PP Demain la Suisse a assuré le cofinancement. La STS-CH se considère comme une association ouverte visant à promouvoir la recherche scientifique et technologique en Suisse. Ses activités comprennent des manifestations publiques régulières, des informations d'actualité par l'intermédiaire d'une lettre d'information électronique ainsi que la promotion du réseau STS. Des documents d'adhésion peuvent être commandés par courrier électronique à: sts@unige.ch (cotisation annuelle: 50 CHF; étudiants: 25 CHF; mention de l'adresse postale s.v.p.). D'autres informations sont disponibles sur le site www.sts.unige.ch.

Impressum

Newsletter PP Demain la Suisse, n° 2, novembre 2001

Editeur:

Coordination du PP Demain la Suisse
Dr Peter Farago
Grossmünsterplatz 6
8001 Zurich

Rédaction, réalisation graphique et production:

Science Com SA, 3005 Berne
Imelda Lütolf, Isabel Saccomanno

Impression:

Burkhardt SA, 3013 Berne

La Newsletter paraît deux fois par an en français et en allemand. Des exemplaires supplémentaires peuvent être commandés gratuitement auprès de: Science Com SA, Thunstrasse 7, 3005 Berne, vision@sciencecom.ch; ou téléchargés en format PDF à l'adresse Internet www.ppdemainlasuisse.ch

Objectif du PP Demain la Suisse

En plus d'encourager la recherche thématique et les réseaux de recherche, le PP Demain la Suisse favorise également les mesures permettant le renforcement structurel des sciences sociales en Suisse.